

CARTOGRAPHIE DES IMPACTS AU MALI :

Impact au niveau national des programmes de protection sociale adaptative au Sahel

DONNÉES DE LA RÉGION

Au Sahel, la Protection Sociale Adaptative (PSA) est un ensemble de politiques, systèmes et programmes de protection sociale qui renforcent le capital humain, la productivité et la résilience des plus pauvres, tout en améliorant leur capacité à se préparer, faire face et s'adapter aux chocs. Grâce à la mise en place de filets sociaux réguliers, d'interventions d'inclusion économique et de programmes réactifs aux chocs, la PSA a démontré des impacts positifs significatifs sur diverses dimensions du bien-être au Sahel. Pour les plus pauvres et les plus vulnérables, elle a permis des améliorations du bien-être des ménages, de la sécurité alimentaire, de la productivité et de la résilience. Plus largement, elle a montré des effets positifs importants sur l'économie, la société et les générations futures.¹



¹ Les données présentées à des fins d'illustration sont issues des évaluations d'impact rigoureuses de programmes de PSA, qui peuvent inclure des programmes de filets sociaux, d'inclusion productive, de réponse aux chocs, et autres programmes de protection sociale. Pour en savoir plus, visitez le site www.worldbank.org/ppsas

DONNÉES DÉTAILLÉES SUR LES IMPACTS AU MALI

En 2014, le gouvernement du Mali a lancé la mise en œuvre du programme de filets sociaux *Jigisémèjiri* (voir encadré 1). En 2023, il avait directement bénéficié à 576 907 personnes, dont près de la moitié étaient des femmes.

Les objectifs du programme étaient de réduire la pauvreté et d'améliorer l'accumulation du capital humain grâce à des transferts monétaires ciblés, des mesures d'accompagnement avec des paquets de nutrition préventive et des programmes d'inclusion économique.

Ce document résume les principaux impacts des filets sociaux au Mali. Ces résultats éclairent la manière dont les filets sociaux peuvent améliorer les conditions de vie des populations maliennes et soutenir l'accumulation de capital humain.

Dans l'ensemble, la combinaison de transferts monétaires et de mesures d'accompagnement a conduit à des améliorations significatives de la sécurité alimentaire des ménages, de la pauvreté, de l'épargne, des biens de production, du capital humain, et de la dynamique intra-familiale.

#1 | Le programme de filets sociaux a augmenté la consommation des ménages pauvres et vulnérables et amélioré leur sécurité alimentaire.

Les ménages ayant reçu des transferts monétaires accompagnés de séances d'information mensuelles ont connu une augmentation de leur consommation de 10 à 20% par rapport à ceux qui n'ont pas bénéficié de l'intervention. L'alimentation est restée une priorité, représentant 62% de l'utilisation des transferts monétaires, suivie de la santé (11%) et des investissements agricoles (7%). Les bénéficiaires ont également montré une augmentation de 11% de leur capacité à acheter 50 kg ou plus de céréales. Cela a conduit à des améliorations de la sécurité alimentaire et de la qualité de l'alimentation, avec une réduction de 35% de l'insécurité alimentaire. Globalement, 94% des ménages bénéficiaires avaient un indice de consommation alimentaire supérieur à 35, soit 10% de plus que les ménages non bénéficiaires.

#2 | Le programme de filets sociaux a réduit la pauvreté parmi les bénéficiaires.

Jigisémèjiri a réduit la pauvreté de 7%, soit 5,64 points de pourcentage, parmi les bénéficiaires, en utilisant le seuil de pauvreté de 1,9 \$ US par jour (la réduction était de 5% et 4,65 points de pourcentage en utilisant le seuil de pauvreté national) sur une période d'environ 2 ans. L'écart de pauvreté (la distance entre la consommation réelle et le seuil de pauvreté) a diminué de 8%.

Encadré 1 | Filets sociaux de *Jigisémèjiri*

Transferts monétaires



Le programme a fourni des transferts monétaires trimestriels de 15 000 FCFA (~24 USD) pendant une période de 36 mois à plus de 100 000 ménages bénéficiaires, offrant un soutien prévisible et en temps opportun pour augmenter leur consommation et leurs investissements, et protéger leurs biens de production.

Mesures d'accompagnement pour le capital humain



En plus des transferts monétaires, des mesures d'accompagnement ont été fournies, incitant les ménages participants à investir dans leur capital humain et à réduire leur vulnérabilité. Cela a impliqué 12 séances d'information et des campagnes communautaires sur la santé, l'éducation, la nutrition, la planification familiale et la planification des investissements et de l'épargne. De plus, certains ménages ont participé à un programme pilote offrant des paquets de nutrition préventifs pour les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes.

Interventions d'inclusion économique



Deux interventions d'inclusion économique ont été mises en œuvre (mais ne sont pas le sujet d'évaluations d'impact). Un programme de travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre a soutenu 13 800 ménages pauvres dans des communautés vulnérables aux chocs en leur fournissant un emploi à court terme et en construisant des biens communautaires. Un programme d'inclusion productive a soutenu 30 000 agriculteurs de subsistance ou travaillant sur de petites exploitations, des ménages pauvres et vulnérables, des jeunes à risque et des femmes. Il visait à augmenter la productivité et offrait un mentorat, des compétences en gestion financière, des formations et une subvention productive de 180 000 FCFA (300 USD).

#3 | Le programme a permis aux ménages d'accumuler plus de biens de production et d'augmenter leur épargne, renforçant ainsi leur capacité productive.

Les bénéficiaires ont augmenté leur épargne de quatre points de pourcentage. De même, les ménages participants avaient 46% de chances en plus d'investir dans des biens productifs. Ils ont augmenté leurs investissements dans les petits animaux (sept points de pourcentage) et dans le bétail (11 points de pourcentage). En moyenne, la valeur de leurs actifs était 23% plus élevée que celle des autres ménages, notamment en termes d'actifs liés au bétail et au transport. Ces résultats illustrent comment les filets sociaux peuvent aider les ménages à bâtir des bases solides pour une plus grande productivité et résilience.

#4 | L'intervention préventive de nutrition a contribué aux investissements des ménages pauvres pour les générations futures en favorisant la santé des enfants.

Le paquet pilote de nutrition a permis une réduction de la malnutrition chronique, comme en témoigne l'augmentation de 0,20 du score Z de taille pour l'âge chez les enfants bénéficiaires, bien qu'aucun impact n'ait été observé sur le retard de croissance. Le programme a également significativement augmenté la concentration en hémoglobine chez les enfants, ce qui a entraîné une diminution de 7 points de pourcentage de la prévalence de l'anémie chez les bénéficiaires. Le programme a eu un impact positif sur les connaissances en matière de santé et de nutrition infantile dans deux domaines clés de la nutrition infantile : l'introduction opportune des aliments semi-solides et l'atteinte d'un régime alimentaire minimalement acceptable, bien qu'il n'ait pas modifié les pratiques de manière significative.

#5 | Le programme de filets sociaux a augmenté les investissements dans l'éducation, en particulier pour les filles.

Les programmes de filet sociaux ont amélioré les résultats éducatifs des filles, en particulier chez les jeunes filles (6-9 ans) et les adolescentes (15-18 ans), en réduisant le temps que les filles consacrent à travailler dans l'agriculture, au travail domestique ou dans l'auto-emploi, et en augmentant les dépenses pour les frais scolaires, le matériel scolaire et le transport. Le programme a entraîné une augmentation de 56% de la probabilité que les adolescentes scolarisées passent à l'année suivante, assurant ainsi de meilleurs résultats éducatifs. Pour les jeunes filles de 6 à 9 ans, le programme a eu un impact positif et significatif sur le niveau d'études atteint, avec une augmentation de 0,30 niveaux.

#6 | Jigisémèjiri a amélioré la dynamique intra-familiale.

Jigisémèjiri a amélioré la dynamique au sein des ménages, réduisant considérablement la prévalence de la violence domestique dans les ménages polygames – réduisant la violence physique de 7 points de pourcentage, la violence émotionnelle de 12 points de pourcentage, et les comportements contrôlants de 16 points de pourcentage. Cette réduction a été principalement le résultat d'une diminution significative du stress, de l'anxiété et du nombre de disputes.

Références :

- Heath, R., Hidrobo, M., & Roy, S. (2018). *Cash Transfers, Polygamy, and Intimate Partner Violence: Experimental evidence from Mali* (IFPRI Discussion Paper 01785). Poverty, Health, and Nutrition Division, International Food Policy Research Institute (IFPRI).
- Hidrobo, M., Roy, S., Huybregts, L., Bugha, L. N., Karachiwalla, N., & Kameli, Y. (2019). *Rapport de revue finale du programme de Filets sociaux (Jigisémèjiri)*.
- Sessou, E., Hidrobo, M., Roy, S. and Huybregts, L. (2022). *Schooling Impacts of an Unconditional Cash Transfer Program in Mali* (IFPRI Discussion Paper 02139). Poverty, Health, and Nutrition Division, International Food Policy Research Institute (IFPRI).
- Mali - Emergency Safety Nets project (Jigisémèjiri): P127328 - Implementation Completion Results Report 2023
- Bleck, J., Carillo, L., Gottlieb, J., Kosec, K., Kyle, J., & Soumano, M. (2024). *Unlocking Locally led Resilience amid Conflict and Climate Stress: Views from Community Leaders in Mali on Development Priorities, Aid Distribution, and Anticipatory Action*. IFPRI Discussion Paper 02272. Poverty, Gender, and Inclusion Unit.

© 2025 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/la Banque mondiale
1818 H Street NW
Washington, DC 20433
Téléphone : 202-473-1000
Site web : www.worldbank.org

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les constatations, interprétations et conclusions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les opinions de la Banque mondiale, de ses Administrateurs, ou des gouvernements qu'ils représentent.

La Banque mondiale ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni l'actualité des données citées dans cet ouvrage. Elle n'est pas responsable des erreurs, omissions, ou incohérences qui pourraient apparaître dans les informations qui y sont fournies, ni de l'utilisation ou du défaut d'utilisation des informations, méthodes, procédés ou conclusions présentées dans l'ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent document n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement qu'elle reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue, ni n'implique, ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ou comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

Droits et autorisations

Le contenu de cette publication fait l'objet d'un dépôt légal. Parce que la Banque mondiale encourage la diffusion de son savoir, le présent ouvrage peut être reproduit, en intégralité ou en partie, à des fins non commerciales, dès lors que sa paternité est pleinement reconnue.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, y compris les droits subsidiaires, s'adresser à World Bank Publications, The World Bank, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; télécopie : 202-522-2625 ; courriel : pubrights@worldbank.org.

Remerciements

Le Programme de Protection Sociale Adaptative au Sahel, [PPSAS](#), est un fonds fiduciaire multi-bailleurs géré par la Banque mondiale. Il vise à renforcer les systèmes de protection sociale adaptative dans le Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad) afin d'améliorer la résilience des ménages et des communautés pauvres et vulnérables face aux impacts du changement climatique.

Le programme est appuyé par l'Allemagne, le Danemark, la France et le Royaume-Uni.

